



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Economique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama

Semaine du 19 mars 2026

La consommation privée au Mexique a ralenti à 3,5 % g.a. en février 2026, contre 4,7 % en janvier, signalant une modération de la demande des ménages en début d'année, dans un contexte d'incertitudes commerciales et géopolitiques élevées qui pèsent sur la confiance des consommateurs.

LE CHIFFRE A
RETENIR

+3,5 %

Croissance de la
consommation privée en
février 2026

Selon les estimations de l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), cette évolution s'inscrit dans une dynamique contrastée sur le bimestre, marquée par un repli initial suivi d'une quasi-stagnation.

Ce ralentissement reflète en partie des perturbations ponctuelles de l'activité liées à des chocs sécuritaires - notamment des épisodes de violence organisée ayant entraîné des blocages routiers et des perturbations logistiques dans la région Bajío-Occident. Bien que temporaires et localisés, ces chocs d'ordre sécuritaire ont pesé sur les dépenses des ménages à court terme, traduisant une certaine prudence.

Les perspectives demeurent néanmoins favorables : la consommation privée devrait continuer de soutenir la croissance en 2026, portée par une amélioration progressive des revenus réels, notamment dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Une normalisation est attendue à mesure que les perturbations s'estompent, suggérant un ralentissement transitoire plutôt qu'un retournement durable.

Mexique

Conjoncture macroéconomique

La Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu inchangé son taux directeur, réduisant la marge de manœuvre de la politique monétaire mexicaine, dans un contexte de pressions à la hausse sur les prix internationaux de l'énergie. La Fed a maintenu ses taux directeurs entre 3,5 % et 3,75 %, ce mercredi 18 mars, envoyant un signal de prudence face à l'envolée des prix de l'énergie. Le président de l'institution monétaire, Jérôme Powell, a résumé le sentiment global : « *Les implications des événements au Moyen-Orient pour l'économie américaine sont incertaines.* ». Les marchés américains ne prévoient aucune baisse de taux aux Etats-Unis cette année, misant sur une posture orthodoxe de la Fed. La Banque centrale du Mexique (Banxico) conserve un écart de taux attractif par rapport aux États-Unis (325 points de base). Les analystes préconisent une position prudente de la Banque centrale afin de ne pas éroder cet écart dans un contexte de forte volatilité et de mouvements de capitaux vers les actifs refuges (*flight to quality*). Banxico doit rendre sa prochaine décision monétaire le 26 mars prochain. Pour rappel, lors de sa dernière réunion, le 5 février dernier, elle avait marqué une pause dans son cycle de baisses, maintenant son taux directeur à 7 %. La hausse des pressions inflationnistes appelle également à la prudence, avec un taux d'inflation qui est sorti de la fourchette cible en février (4,02 %) et qui devrait continuer à augmenter en raison de l'augmentation des prix de l'énergie, avec un probable effet d'entraînement sur les autres prix de l'économie.

Le secteur bancaire mexicain s'engage à soutenir les projets d'infrastructure du gouvernement et les PME, pour un montant de plus de 250 Md USD d'ici 2030, d'après le Président de l'Association des banques du Mexique (ABM), Emilio Romano. En plus de financer davantage de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) du pays — comme cela avait été annoncé lors de la Convention bancaire de 2025 en ligne avec les priorités du ministère des Finances — et de soutenir la digitalisation de l'économie, les banques opérant dans le pays contribueront au financement des projets d'infrastructure prévus dans le Plan México. L'objectif est de porter le crédit en pourcentage du PIB au-delà de 45 % (contre 38 % actuellement) et d'ainsi de stimuler l'économie pour qu'elle atteigne des taux de croissance de 3 à 4 %, selon Emilio Romano. Ce dernier a précisé qu'en matière d'infrastructures et d'énergie, les banques attendent principalement que les projets progressent et soient correctement structurés afin de pouvoir les financer. D'après lui, « *Il sera essentiel de poursuivre dans la voie actuelle consistant à établir des règles claires, non seulement en matière d'affaires, mais aussi pour les co-investissements et les partenariats public-privé* ».

Pour rappel, lors de la Convention bancaire de mai 2025, le secteur bancaire a signé un accord avec le gouvernement fédéral visant à ce que, d'ici 2030, 30 % des MPME du pays aient accès au crédit formel. À ce sujet, Emilio Romano a précisé que la proportion de MPME ayant accès au crédit est passée de 24 % au moment de la signature de l'accord à 26,8 % aujourd'hui, soit 14 000 entreprises supplémentaires bancarisées, pour un montant de 28 000 millions de pesos.

Selon l'Instituto Mexicano de Ejecutivos de Finanzas (IMEF), deux chocs récents (1/ une recrudescence de la violence liée aux cartels et 2/ la montée des tensions géopolitiques au Moyen-Orient) devraient peser simultanément sur les perspectives commerciales et la trajectoire budgétaire du Mexique à court terme.

D'une part, l'épisode de violence consécutif à l'élimination d'El Mencho - chef du cartel Jalisco Nueva Generación - met en évidence la persistance de risques sécuritaires susceptibles d'affecter l'activité dans certaines régions clés et de s'inviter dans les négociations commerciales avec les États-Unis, au moment de la révision du T-MEC. L'incertitude entourant le calendrier de ratification de l'accord pourrait par ailleurs freiner les décisions d'investissement, en dépit du maintien formel du cadre commercial existant. D'autre part, la hausse marquée des prix du pétrole et des intrants agricoles, dans le sillage du conflit impliquant les États-Unis, Israël et l'Iran, accentue les pressions inflationnistes et complique l'arbitrage de politique économique. La réduction envisagée des taxes sur les carburants pour contenir les prix à la pompe soutiendrait le pouvoir d'achat à court terme, mais au prix d'un creusement du déficit public, qui pourrait avoisiner 5 % du PIB selon l'association. Dans ce contexte, la dette publique poursuivrait sa progression, avec un ratio susceptible d'atteindre 60 % du PIB, augmentant les risques pesant sur la perception du risque souverain. Les tensions externes contribuent par ailleurs à une volatilité accrue du taux de change, susceptible de se transmettre aux prix domestiques via le canal des importations, alors même que l'inflation sous-jacente reste persistante. Enfin, les résultats récents de Pemex illustrent une amélioration largement attribuable à des facteurs exceptionnels (effets de change et allègements fiscaux), masquant des fragilités opérationnelles persistantes.

En janvier, la production industrielle mexicaine s'est contractée de 1,1 % en glissement mensuel, marquant son recul le plus prononcé depuis six mois et un résultat nettement inférieur aux attentes. Cette baisse s'explique par une contribution négative généralisée des principaux secteurs, notamment l'électricité (-1,9 %), l'extraction (-1,1 %) et la construction (-1,1 %), cette dernière interrompant une séquence de trois mois consécutifs de progression. Le secteur manufacturier a également reculé (-1,1 %), prolongeant la tendance baissière observée depuis début 2025, sous l'effet en particulier du repli des équipements de transport et des industries orientées vers l'exportation. En glissement annuel, la production industrielle a diminué

de 1,1 %, reflétant principalement la contraction des activités manufacturières (-3,0 %), que la bonne tenue relative de la construction et de l'électricité n'a pas suffi à compenser. Les indicateurs conjoncturels du secteur manufacturier confirment ce ralentissement : la production s'est contractée de 1,8 % sur un mois, accompagnée d'un repli des heures travaillées et des rémunérations, tandis que l'utilisation des capacités de production a légèrement diminué, tout en restant proche de sa moyenne historique. À court terme, les perspectives demeurent modérément favorables. La stabilisation attendue de la production pétrolière, la résilience des secteurs de la construction et de l'électricité, ainsi qu'une reprise progressive de l'investissement public devraient soutenir l'activité industrielle

Sectoriel

Figeac Aéro annonce la signature de trois contrats industriels au Mexique, portant sur la production de sièges passagers, de faisceaux électriques et de composants de trains d'atterrissage pour Airbus, Boeing et Bombardier. La production sera localisée sur le site de Chihuahua et devraient générer environ 1,5 M USD de revenus annuels. À terme, les sites de Chihuahua et Wichita devraient concentrer près d'un tiers de l'activité du groupe, contribuant au redressement d'une rentabilité jusqu'alors sous pression.

Le projet Puerta Logística del Bajío, à Celaya (Guanajuato), entre dans sa phase finale de négociations avec des entreprises des secteurs agroalimentaire, métallurgique et logistique. Pensé comme un pôle de développement économique (PODECOBI) de 52 hectares, le site combinera infrastructures ferroviaires, routières et services douaniers. Le démarrage des travaux est prévu en 2026 pour une mise en service en 2027, avec un investissement estimé à 150 M USD.

Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	19/03/2026
Bourse (IPC)	-2,64%	21,82%	65 779,23 points
Change MXN/USD	0,06%	-11,14%	17,83
Change MXN/EUR	0,19%	-6,02%	20,57
Prix du baril mexicain	13,53%	45,14%	92,63

Amérique centrale

Belize

Le gouvernement du Belize s'est dit confiant face à l'examen du climat d'investissement demandé par des responsables américains, y voyant une **opportunité de coopération avec Washington**. Les autorités mettent en avant 505 M USD d'investissements étrangers attirés ces deux dernières années ainsi que des progrès en matière de gouvernance, malgré des incertitudes persistantes liées à l'acquisition contestée du projet Stake Bank.

Costa Rica

Une enquête du Bureau du Représentant Commercial des Etats-Unis (USTR) **toucherait 60 pays dont le Costa Rica**. L'enquête vise à identifier si les importations des Etats-Unis ne proviennent pas de territoires où le travail forcé est appliqué et pourrait conduire à l'application de nouveaux droits de douane. Les Etats-Unis chercheraient à déterminer si les pays de la liste appliquent effectivement l'interdiction d'importer des biens fabriqués par le travail forcé. Ce ne serait donc pas la production locale costaricaine qui serait en cause mais la politique commerciale du pays.

El Salvador

Le Salvador a autorisé la première émission obligataire tokenisée d'un montant de 50 M USD par Banco Industrial El Salvador, marquant une étape dans le développement des actifs numériques dans le pays. L'opération, validée par la Commission Nationale des Actifs Digitaux et structurée via la plateforme DAX, vise à diversifier les sources de financement et à élargir la base d'investisseurs grâce à la tokenisation des instruments financiers.

Guatemala

Les prix des carburants ont fortement augmenté au Guatemala, avec une hausse de plus de 5 GTQ par gallon pour le diesel (soit 17 %) et de plus de 3 GTQ par gallon pour les essences en une semaine, selon le ministère de l'Énergie. Cette progression, liée aux tensions géopolitiques au Moyen-Orient, accentue les pressions inflationnistes. Les autorités ont renforcé les contrôles face aux risques de spéculation.

Le Guatemala a finalisé le 9 mars 2026 la ratification de l'accord commercial avec les États-Unis et notifié officiellement le Représentant américain au commerce, ouvrant la voie à son entrée en vigueur sous 30 jours après notification réciproque. L'accord prévoit notamment un accès sans droits de douane pour environ 72,5 % des exportations guatémaltèques, bien qu'une part significative de produits reste soumise à un tarif de 10 %, ce qui pourrait peser sur leur compétitivité.

Honduras

Le Honduras consacrera en moyenne 2,2 % de son PIB au service de la dette entre 2026 et 2029, avec un pic attendu en 2027 lié au remboursement d'un eurobond, selon la Banque centrale du Honduras. La dette extérieure publique atteignait 10,7 Mds USD en janvier 2026 et les paiements annuels devraient avoisiner 983 M USD en moyenne sur la période. Les créanciers multilatéraux détiennent près de 70 % de l'encours, dans un contexte de montée des engagements financiers et de pression accrue sur les comptes publics.

Nicaragua

La dette extérieure du Nicaragua a atteint 16,2 Md USD en 2025, soit 82,5 % du PIB, selon la Banque centrale du Nicaragua. En hausse de 2,7 % sur un an, elle est répartie entre secteur public (54 %) et privé (46 %) et demeure majoritairement

détenue par des créanciers officiels. Le service de la dette a atteint près de 4 Md USD en 2025, principalement porté par le secteur privé, illustrant le poids élevé des engagements extérieurs sur l'économie.

Panama

L'économie panaméenne aurait connu une croissance de 4,4 % en 2025 selon l'Institut National de la Statistique et du Recensement (INEC). Le PIB panaméen s'élèverait à 84,7 Mds USD. Le secteur des transports et de la logistique aurait joué un rôle majeur dans la croissance économique panaméenne, avec une croissance de 14,5 % g.a.. A titre d'exemple, les recettes de péage du Canal auraient augmenté de 22 % en 2025. La croissance panaméenne aurait également été soutenue par le secteur du commerce (+ 3,6 % g.a.), de la construction (+ 2,7 % g.a.) et de l'intermédiation financière (+ 5,2 % g.a.). Cependant, le secteur agricole et la Zone Libre de Colon auraient vu leurs activités diminuer, chutant respectivement de 1,7 % et de 10,4 % en 2025.

Le secteur des zones franches pourrait enregistrer une croissance de 15 % en 2026 selon le Ministère du Commerce et des Industries (MICI). En 2025, ce sont 35 nouvelles licences qui ont été attribuées (29 pour des entreprises et 4 pour des zones franches), ce qui aurait représenté un montant de plus de 203 M USD injecté dans l'économie panaméenne. Récemment, la Commission Nationale des Zones Franches a approuvé l'installation de sept entreprises ainsi que le développement des activités de Multimodal Marine Inc., une entreprise de logistique. Cela pourrait générer 16,1 M USD de valeur ajoutée pour l'économie du Panama.

Le secteur bancaire exprime des réserves à l'égard du projet de loi relatif à la prescription automatique des dettes. En effet, le projet de loi n°388 adopté par l'Assemblée Nationale propose qu'une fois la période de recouvrement de 3 ans écoulée, les entités financières soient contraintes de supprimer les dettes des dossiers de crédits des emprunteurs, sans avoir besoin de faire appel à un processus judiciaire. L'Association Bancaire du Panama a signalé que cette mesure produirait des incitations contraires et perturberait la stabilité du système financier panaméen. Pour sa part, Banco Nacional aurait envoyé une lettre au Président Mulino pour lui demander d'utiliser son veto contre cette loi que l'institution juge contraire à la Constitution et au Code du Commerce.

Caraïbes

Barbade

Selon le ministre des Finances, le ratio dette/PIB de la Barbade aurait reculé à 93,3 % en janvier 2026, contre 178,9 % en 2017 et 99,8 % en octobre 2025, confirmant la trajectoire de désendettement engagée ces dernières années. Cette annonce a été faite à l'occasion de l'ouverture du débat budgétaire 2026-2027. Il s'agit du premier budget présenté par le gouvernement en dehors du cadre d'un programme du FMI, marquant une étape importante dans la normalisation de la politique économique du pays. Les autorités ont par ailleurs souligné la sortie de la Barbade des principales listes internationales, reflétant sa conformité aux standards en matière de transparence et de régulation financière. De son côté, la Première ministre Mia Mottley, récemment réélue pour un troisième mandat consécutif, a qualifié le projet de « budget du peuple ». Celui-ci devrait mettre l'accent sur la maîtrise des coûts énergétiques et des dépenses de transport, tout en poursuivant les efforts de diversification de l'économie barbadienne.

Cuba

Le gouvernement cubain a annoncé un ensemble de mesures visant à élargir la participation des Cubains résidant à l'étranger à l'économie nationale. Parmi les principales dispositions figure la possibilité, pour ces derniers, même sans résidence effective à Cuba, de devenir associés ou propriétaires d'entreprises privées dans le pays. Cette évolution marque un tournant en levant une restriction importante et en permettant à la diaspora de s'impliquer directement dans le tissu entrepreneurial national. Cette participation ne se limitera pas aux petites activités et pourra concerner des projets dans les infrastructures, l'agriculture, l'énergie et les services stratégiques. Les investisseurs pourront s'associer à des entreprises privées cubaines ou établir des partenariats avec des entités publiques, élargissant ainsi la coopération économique. Une autre mesure, particulièrement importante, ouvre la voie à une participation à grande échelle, via leurs entreprises établies dans d'autres pays, selon trois modalités : l'association avec des entreprises publiques ; la possibilité, nouvelle, de s'associer avec des entreprises privées cubaines et enfin, la participation directe à la création ou à l'acquisition d'entreprises privées, sans passer par les mécanismes traditionnels de l'investissement étranger. Dans le secteur agricole, il est prévu d'attribuer des terres en usufruit afin de favoriser le développement de projets productifs, permettant de canaliser les investissements et l'expertise des Cubains de l'étranger vers l'agriculture et les activités connexes. Sur le plan financier, les

autorités ont annoncé l'ouverture du système bancaire national à la diaspora, qui pourra notamment ouvrir des comptes en devises dans les banques cubaines, facilitant la gestion de ses investissements et activités économiques. Cette mesure répond à une contrainte opérationnelle majeure : jusqu'à présent, l'absence de comptes bancaires propres obligeait les entrepreneurs à recourir à des intermédiaires ou à des mécanismes informels pour effectuer des opérations essentielles (paiements, transferts, gestion des salaires), générant incertitudes et risques. Ces mesures s'inscrivent dans un contexte de fortes tensions avec Washington.

Haïti

La publication du rapport d'évaluation nationale des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme marque une première étape dans le renforcement de l'intégrité du système financier du pays. Ce rapport, préparé notamment par le ministère de l'Economie et des Finances (MEF) et la Banque de la République d'Haïti (BRH), avec l'appui méthodologique de la Banque mondiale, identifie les menaces qui exercent une pression systémique et durable sur les institutions financières haïtiennes : criminalité organisée, trafic d'armes à feu, enlèvements contre rançon, corruption, contrebande et trafic de stupéfiants. Le Gouverneur de la BRH ainsi que le MEF se sont tous les deux dits satisfaits d'un rapport qui évalue avec précision les différents risques et qui formule des recommandations. L'objectif affiché est maintenant de mobiliser les différentes institutions publiques et privées pour mettre en œuvre les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), formulées dans le cadre de l'entrée sur liste grise du pays.

Jamaïque

Le gouvernement jamaïcain a annoncé sa volonté d'assouplir les limites d'investissement appliquées aux fonds de pensions privés. La limite d'investissements des fonds de pension dans les entreprises privées, actuellement fixée à 5 %, devrait être relevée à 7,5 % dans un premier temps puis à 10 % d'ici avril 2027. En complément, le gouvernement devrait également relever la limite d'exposition des fonds de pensions et compagnies d'assurance aux devises étrangères de 10 à 15 % d'ici juin. Actuellement, le secteur détiendrait environ 5,4 Mds USD d'actifs investis. Selon les estimations, la première phase devrait débloquer près de 135 M USD supplémentaires destinés à l'investissement dans les entreprises privées.

République Dominicaine

Les conséquences concrètes du conflit au Moyen-Orient commencent à apparaître, avec la hausse des prix à la pompe. En effet, ce samedi 14 mars, le ministère de l'Industrie, du Commerce et des PME (MICM) a annoncé une hausse de 5 DOP (soit 16 centimes d'USD) des prix des galons d'essence et de gazole à la pompe. Cette hausse des prix d'environ 2 %, la première depuis juin 2025, est certes inférieure à l'augmentation réelle des cours du pétrole mais reste très sensible politiquement. Elle est le signe de l'essoufflement d'un système de subventions aux hydrocarbures anti-redistributif (sur les 5 dernières années, 48 % des subventions auraient profité aux 20 % des Dominicains les plus aisés) et insoutenable en matière de finances publiques, comme le reconnaît Magín Díaz, le ministre des Finances. Ce dernier appelle à continuer à subventionner le secteur, même si cela implique une hausse du déficit, tout en augmentant le prix des principaux dérivés du pétrole pour limiter l'impact sur le budget.

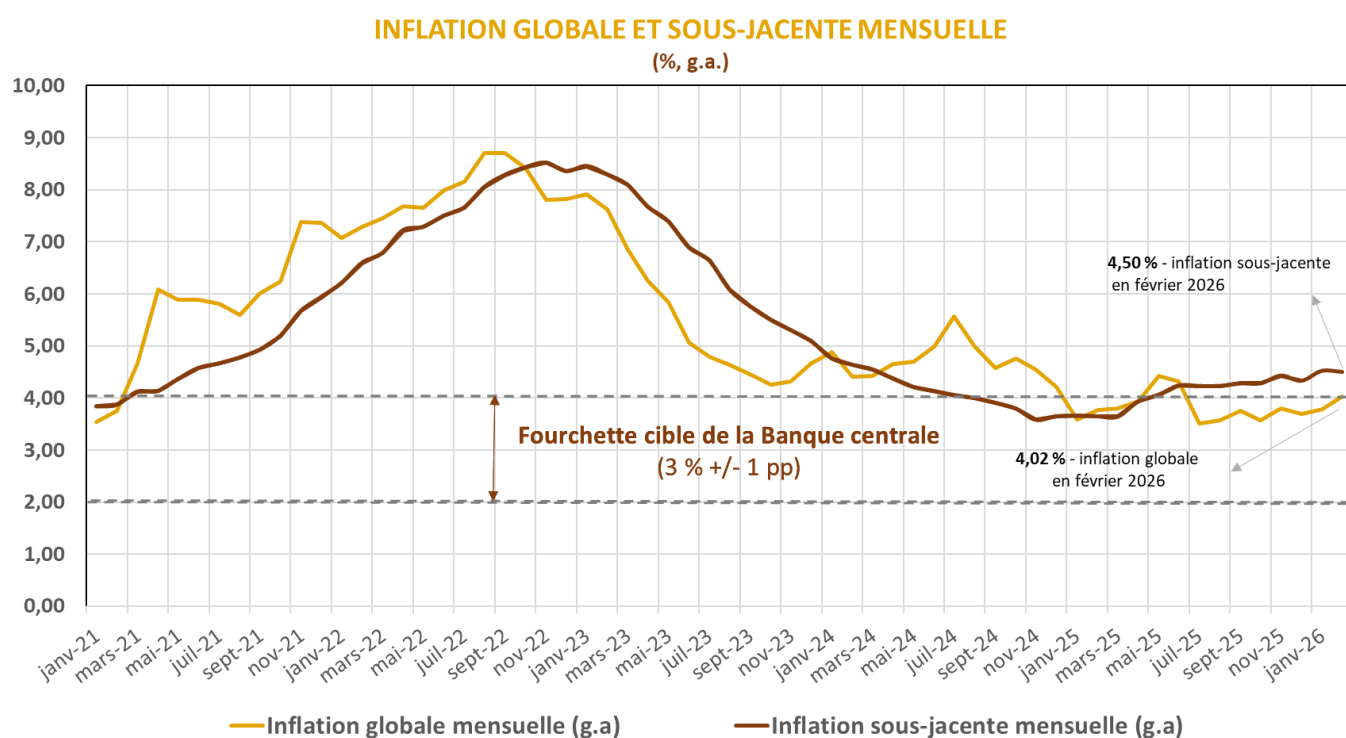
Selon la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD), l'inflation aurait atteint de 4,67 % g.a. en février, se rapprochant du point médian de sa cible. L'inflation estimée à 4,98 % g.a. en janvier 2026, c'est-à-dire au niveau de la fourchette haute de la cible fixée par la BCRD ($4,0\% \pm 1,0\%$), diminuerait en février grâce à une augmentation mensuelle de seulement 0,03 % de l'indice des prix à la consommation (IPC). Cette stabilisation de l'IPC, à son plus bas niveau depuis avril 2025, est principalement due à une baisse moyenne de 0,56 % des prix des produits de la catégorie « Aliments et boissons non alcoolisées ». Cette baisse s'expliquerait par une normalisation de l'offre de certains produits importants du panier dominicain comme le poulet frais, les bananes plantains ou d'autres produits agricoles qui avaient été affectés par l'ouragan Melissa.

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2024)	PIB nominal (Mds USD, 2024)	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Croissance du PIB 2024	Prévision FMI 2025	Prévision FMI 2026	Dette publique (% PIB, 2025, prév FMI)	Inflation (2025, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 856,4	3,7%	3,4%	1,4%	0,6%	1,5%	58,9%	3,9%	7,00%
Belize	0,4	3,2	9,3%	0,5%	3,5%	1,5%	2,4%	65,4%	1,4%	2,25 %
Costa Rica	5,3	95,4	4,6 %	5,1%	4,3%	3,6%	3,3%	59,7%	0,4%	3,25%
Guatemala	17,9	120,8	4,2%	3,5%	3,7%	3,8%	3,6%	27,0%	1,7%	3,75%
Honduras	10,7	37,1	4,1%	3,6%	3,6%	3,8%	3,5%	45,1%	4,6%	5,75%
Nicaragua	6,7	19,7	3,6%	4,4%	3,6%	3,0%	2,9%	39,3%	2,0%	6,25%
El Salvador	6,4	35,4	2,9%	3,5%	2,6%	2,5%	2,5%	87,6%	0,3%	--
Haïti	12,4	25,3	-1,7%	-1,9%	-4,2%	-3,1%	-1,2%	11,8%	27,8%	10,00%
Jamaïque	2,8	21,9	6,4%	2,7%	-0,5%	2,1%	1,5%	59,2%	4,2%	5,75%
Panama	4,5	86,5	11,0%	7,2%	2,7%	4,0%	4,0%	59,6%	-0,1%	--
République Dominicaine	10,8	124,6	5,2%	2,2%	5,0%	3,0%	4,5%	60,0%	3,7%	5,50%
Cuba	11,2	25,3	3,2 % (EIU)	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	--	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2025 (Janvier 2026 pour les prévisions de croissance Mexique)

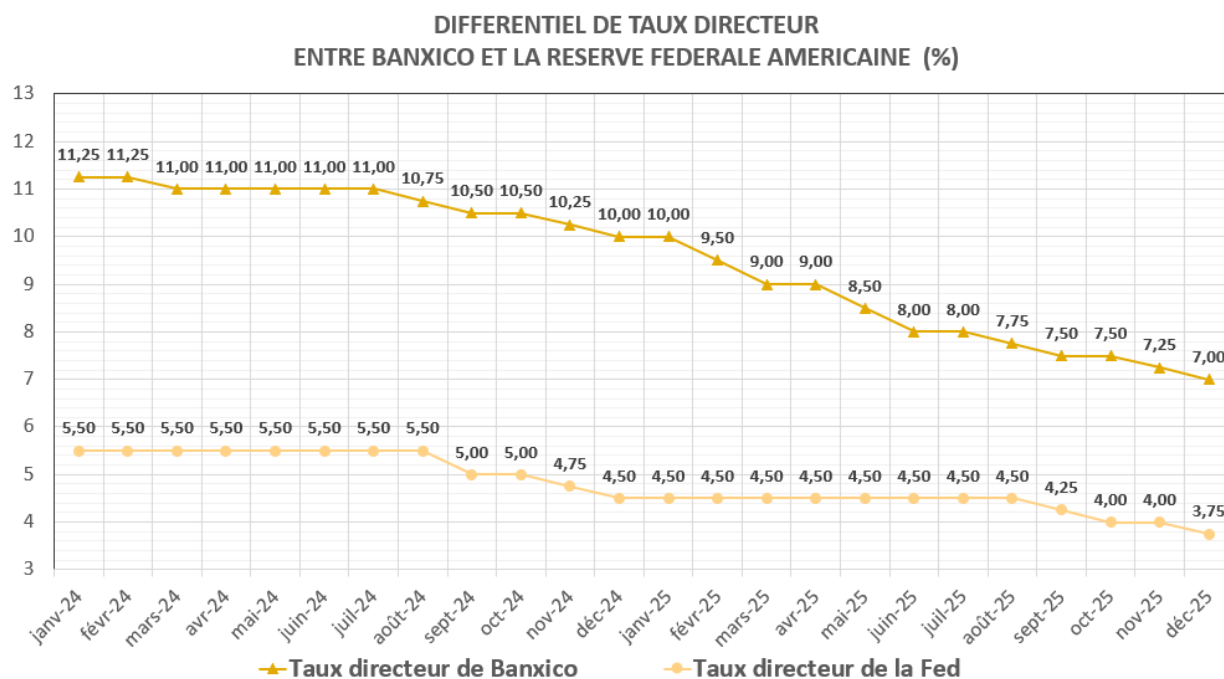
- Annexe Graphique Mexique -



Source : Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11,00	5,50	550
avr-24	11,00	5,50	550
mai-24	11,00	5,50	550
juin-24	11,00	5,50	550
juil-24	11,00	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,50	5,00	550
oct-24	10,50	5,00	550
nov-24	10,25	4,75	550
déc-24	10,00	4,50	550
janv-25	10,00	4,50	550
févr-25	9,50	4,50	500
mars-25	9,00	4,50	450
avr-25	9,00	4,50	450
mai-25	8,50	4,50	400
juin-25	8,00	4,50	350
juil-25	8,00	4,50	350
août-25	7,75	4,50	325
sept-25	7,50	4,25	325
oct-25	7,50	4,00	350
nov-25	7,25	4,00	325
déc-25	7,00	3,75	325

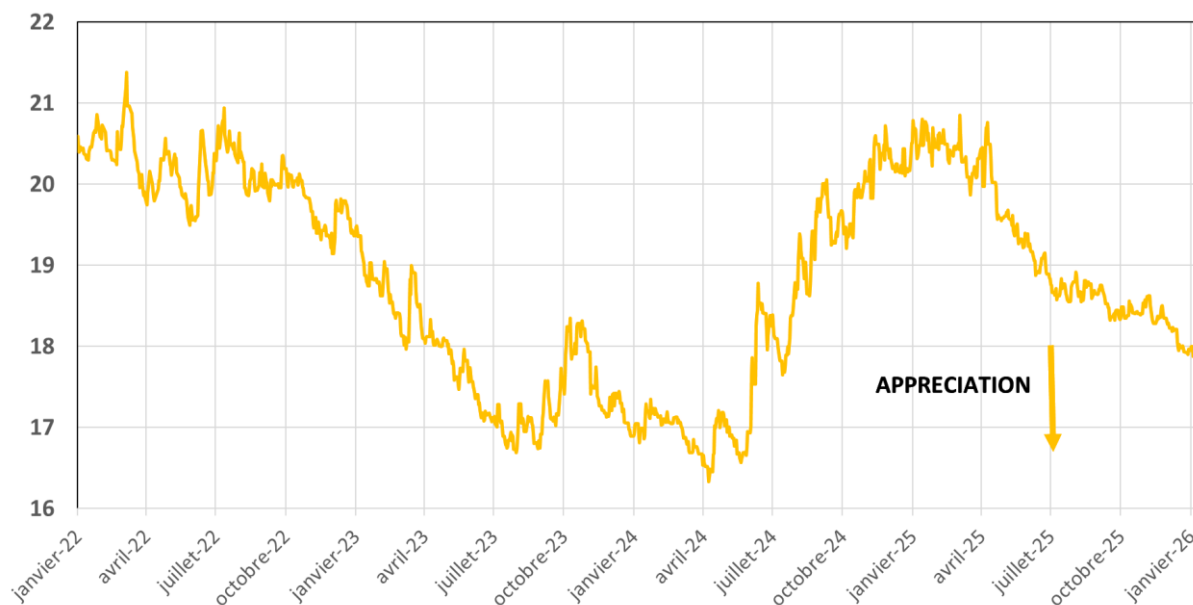
Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine



Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

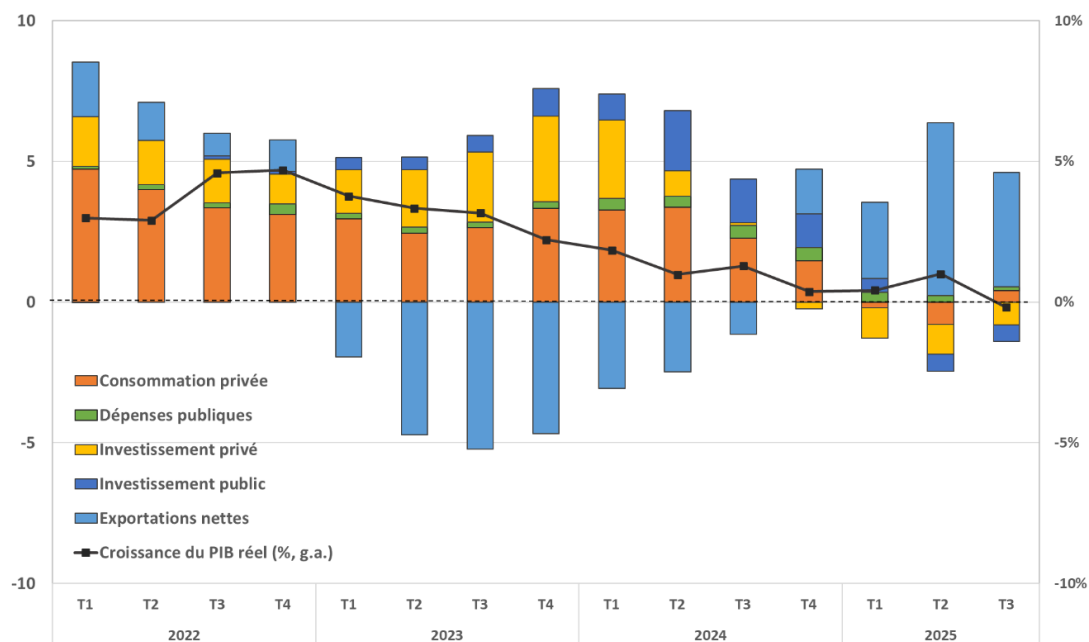
(MXN/USD)



Source : Banque centrale du Mexique

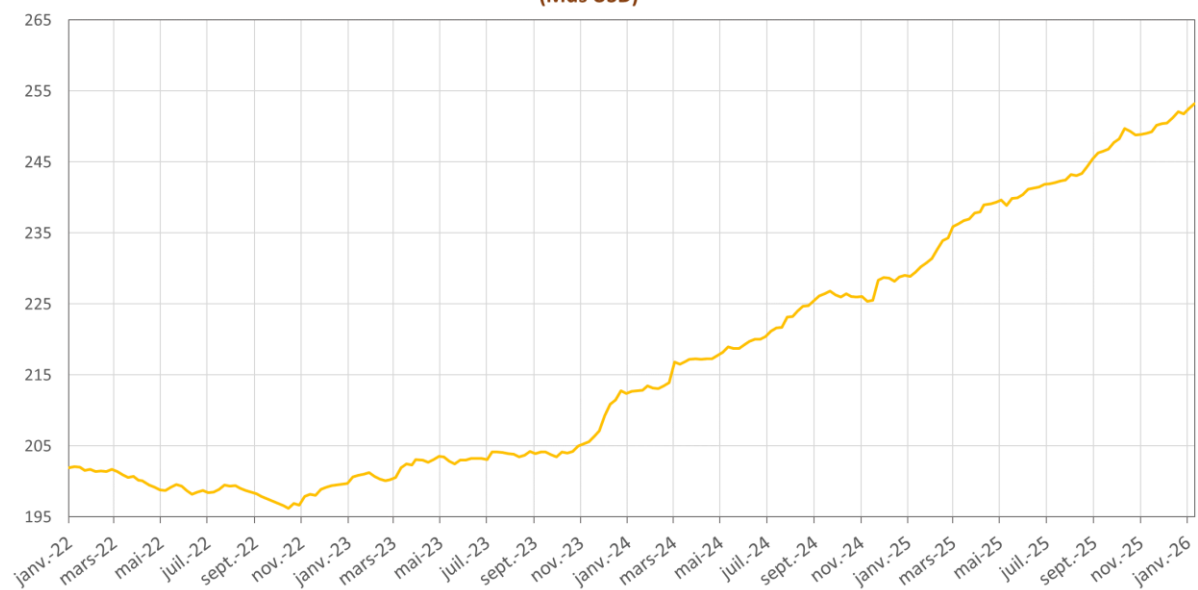
PIB REEL ET SES COMPOSANTS

Contributions à la croissance (pp, axe de gauche) / Taux de croissance trimestriel du PIB (g.a., axe de droite)



Source : Banque centrale du Mexique

NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : mexico@dgtresor.gouv.fr